

Protocole sanitaire : une intersyndicale de personnels de l'Éducation...

8-10 minutes

Une intersyndicale de personnels de l'Éducation nationale des premier et second degrés appelle à la grève mardi 10 novembre 2020. Les syndicats estiment que "toutes les mesures nécessaires pour assurer la protection totale et complète de la santé de tous les agents" ne sont pas prises. Elles demandent notamment des recrutements de personnels et un allègement des effectifs en classe. Les syndicats de personnels de direction demandent de leur côté que les établissements puissent procéder à des organisations locales. Jean-Michel Blanquer devrait s'exprimer sur le sujet prochainement.



Personnels en grève devant un lycée de Maubeuge afin d'obtenir un meilleur protocole sanitaire. MaxPPP

Alors que des mobilisations de personnels et d'élèves apparaissent dans des collèges et lycées depuis le début de la semaine ([lire sur AEF info](#)) (1), une intersyndicale de personnels de l'Éducation nationale des premier et second degrés (FSU, Fnec-FP-FO, CGT Educ'action, Snalc, SUD-Éducation, SNCL-FAEN) appelle à la grève le mardi 10 novembre 2020.

Dans un [courrier](#) envoyé à Jean-Michel Blanquer le 5 novembre, les organisations indiquent "constater et regretter" que "l'employeur public" ne prenne pas "toutes les mesures nécessaires pour assurer la protection totale et complète de la santé de tous les agents".

Pour des recrutements et des allègements d'effectifs

Les syndicats demandent, comme ils l'avaient déjà fait il y a une semaine ([lire sur AEF info](#)), le recrutement de personnels dans les écoles, collèges, lycées, "en particulier en ayant recours aux listes complémentaires des concours, et en réabondant les listes complémentaires lorsque cela s'avère nécessaire".

Ils souhaitent également que soient assurées "des conditions sanitaires suffisantes" grâce, notamment, à la mise en place "d'allègements d'effectifs demandés par les équipes éducatives".

Alors que l'UNL appelle aussi à la mobilisation le 10 novembre (cf. encadré), la FCPE demande au gouvernement, dans un communiqué du 5 novembre, de "débloquer des crédits pour permettre l'embauche immédiate de personnels", notamment pour "assurer" la continuité pédagogique dans le cas où des demi-groupes seraient instaurés.

L'UNL demande des demi-groupes d'ici demain midi

"La situation est très grave dans les lycées", assure le président de l'UNL Mathieu Devlaminck lors d'une conférence de presse organisée le 4 novembre. Pointant un "enjeu de santé publique" afin d'éviter que "les lycées deviennent des clusters", l'organisation exige le passage en demi-groupes et une "réduction des programmes pour éviter le décrochage scolaire". Elle laisse au ministère jusqu'au 6 novembre à la mi-journée pour lui répondre. Faute de quoi elle lancera un appel au blocage des établissements et à la mobilisation aux côtés des enseignants, le 10 novembre.

Trois jours après la reprise des classes, un militant du syndicat de Manosque dénonce un "protocole aussi pas applicable que le précédent" associé à "un manque de matériel sanitaire, notamment de gel hydroalcoolique. "Il est difficile de mettre en place de nouvelles mesures en raison" de la réforme du lycée, reconnaît également un élève d'Annecy.

Depuis l'annonce du nouveau protocole sanitaire ([lire sur AEF info](#)), les syndicats et les personnels mobilisés depuis la rentrée demandent notamment la mise en place de demi-groupes, surtout en lycée. De son côté, Jean-Michel Blanquer s'y est déclaré "pas favorable" ([lire sur AEF info](#))

Le protocole laisse néanmoins la possibilité d'organiser, dans certains cas, un enseignement à distance, ce qu'ont alors mis en place certains établissements ([lire sur AEF info](#)). Mais les rectorats se montrent parfois frileux à autoriser les établissements à s'organiser ainsi.

"La tension est palpable partout"

C'est pourquoi les organisations représentatives des personnels

de direction, reçues par Jean-Michel Blanquer mercredi 4 novembre, ont demandé au ministre que les établissements puissent procéder à des organisations locales. "Nous souhaitons que soit regardé de près l'aménagement des conditions d'accueil des élèves, en particulier en lycée et dans les gros collèges. Il faut fixer un cadrage national, en termes de capacité d'accueil, d'objectifs pédagogiques, mais laisser les établissements s'organiser car ils sont très différents entre eux", explique Philippe Vincent, secrétaire général du SNPDEN-Unsa.

Il s'agit, poursuit Franck Antraccoli, secrétaire général d'ID-FO, qui partage les mêmes revendications, que cette organisation "permette de respecter les conditions sanitaires tout en garantissant une qualité pédagogique derrière, afin que les inégalités ne se creusent pas entre établissements selon leurs organisations".

Une décision du ministre doit venir rapidement, pour Philippe Vincent, qui fait le constat d'un "état des lieux inquiétant de la situation : les personnels de direction ont l'impression de danser sur un volcan avec plusieurs éléments. La tension - sanitaire, sociale - est palpable partout".

Selon les informations obtenues par AEF info, Jean-Michel Blanquer devrait s'exprimer sur le sujet prochainement, après une réunion avec les recteurs et une autre avec les représentants des lycéens, ce jeudi après-midi.

D'autres annonces, concernant des aménagements des épreuves du baccalauréat 2021 ([lire sur AEF info](#)), doivent également survenir d'ici la mi-novembre.

"les enfants contaminent" (collectif "Du côté de la Science")

Le Snes-FSU a diffusé un Facebook live, ce jeudi, avec des médecins du collectif "[Du côté de la Science](#)" afin de proposer "un éclairage scientifique". Michaël Rochoy, ancien chef de clinique de médecine générale, explique que "les enfants de 11 à 17 ans sont contaminés. Le confinement explique pourquoi on entendait que les enfants ne l'étaient pas. Par exemple, aux USA, les enfants étaient 2 % des contaminés pendant le confinement, mais 11 % en octobre".

Il explique que "les enfants de 11 à 17 ans se contaminent tout autant" que les adultes, mais "développent peu de formes graves". En outre, ils "contaminent toutes les tranches d'âge".

Eric Billy, chercheur en immuno-oncologie, recommande d'ouvrir les fenêtres 3 à 5 minutes toutes les 20 minutes. "Il est plus utile d'ouvrir fréquemment sur un temps court que longtemps peu souvent, et de créer un flux d'air". Il conseille aussi d'utiliser les VMC, des ventilateurs, des purificateurs.

Sur les purificateurs, Jean-Michel Blanquer expliquait qu'ils étaient peu "probants". Éric Billy répond : "le travail cité par le ministre semblait être une étude de l'Anses qui disait que les purificateurs à UV génèrent de l'ozone et peuvent être irritants pour les poumons. Mais les purificateurs HEPA ou avec ionisateur sont un bon appoint".

Les médecins mettent en garde sur les risques dans les cantines, qui peuvent "ruiner les efforts réalisés en classe". Aussi, "faire des demi-groupes diminuerait de moitié les risques de contamination", assurent-ils.

Dépêche n° 639202



4 min de lecture

Par [Erwin Canard](#) Publiée le 05/11/2020 à 16h23

FSUFédération syndicale unitaire

Fnec-FP-FOFédération nationale de l'enseignement, de la culture et de la formation professionnelle - Force ouvrière

CGTConfédération générale du travail

Snalcsyndicat national des lycées, collèges, écoles et du supérieur

SUDSolidaires, unitaires, démocratiques

SNCL-FAENSyndicat national des collèges et lycées - Fédération autonome de l'Education nationale

FCPEFédération des conseils de parents d'élèves

UNLUnion nationale lycéenne

SNPDEN-UnsaSyndicat national des personnels de direction de l'Éducation nationale - Union nationale des syndicats autonomes

ID-FOIndépendance et Direction-Force Ouvrière

VMCVentilation mécanique contrôlée

AnsesAgence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail